

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

**DE L'AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES (ADEPME)**

MAI 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P. M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE**4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier**

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipeement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation

TTC Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

Le nombre de consultations étant très réduit (01 AOO et 08 DRP) la revue de conformité a porté sur tous les marchés, soit :

. AOO (01 marché sur 01 soit : **100%**)

. DRP (08 marchés sur 08 soit : **100 %**)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

Les documents mis à notre disposition ne nous informent pas sur la mise en place par l'ADEPME, de tous ses organes de passation des marchés, conformément au nouveau code des marchés publics à savoir :

- . Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes de l'article 35 du code**)
- . Section des Marchés Publics rattachée à la Direction.

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 – Echantillonnage

Du fait du nombre réduit de consultations faites effectuées par l'ADEPME (09), l'échantillonnage des marchés va au-delà des principes édictés dans les TDR de la mission. Tous les marchés ont été passés en revue.

Nous avons établi **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres O (AOO)	1	27 204 875	1	27 204 875	100,00	100,00
Appel d'Offres R (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	8	27 251 963	8	27 251 963	100,00	100,00
TOTAL	9	54 456 838	9	54 456 838		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

a) Pour l'année 2011, l'ADEPME a lancé **un seul (01) appel d'offres ouvert** selon les procédures de passation des marchés tels que définies par le code des marchés publics. Cet appel d'offres, relatif à la prestation de service pour la couverture assurance santé de l'ADEPME, a été inscrit au PPM le 20/01/2011.

Le dossier mis à notre disposition ne renseigne, ni sur la date de parution de l'avis d'appel d'offres, ni sur le délai accordé aux candidats pour le dépôt des offres. Toutefois, les décisions mettant en place la Commission des Marchés et la Cellule de passation des Marchés nous ont été communiquées.

Par contre, aucun moyen de contrôle du respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M

Il en est de même pour la régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M et la remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'information.

Il ressort de ce qui précède qu'un sérieux problème d'archivage des documents se pose au niveau de cette structure.

1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Il ressort de ce qui précède qu'une certaine opacité est perceptible dans le processus de passation des DRP ;

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

Rien à signaler.

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres

Les membres de la cellule doivent renforcer leur capacité en procédures de passations des marchés publics ou recruter un SPM pour la production de meilleurs dossiers d'appels d'offres et pouvoir planifier les besoins en services, fournitures ou travaux.

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

Rien à signaler.

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.
- c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.
- d) **Recherche documentaire et investigations** diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :
 - Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
 - Les Etats d'exécution budgétaire.
 - Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
 - Les Extraits de grands livres.
 - Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
 - La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
 - Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
 - L'organigramme de la structure, de l'A.C

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- ✚ L'A.O.O est-il National ou International ?
- ✚ L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma » en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à posteriori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive). **Cela favorisera une meilleure reformulation**

des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
 - Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !
- c) **Organisation de séances de restitution**, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.
- d) **Elaboration de rapports individuels (versions définitives)** pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.

- La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit

(conformément aux TDR) :

- a. Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%.**
- b. Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D).....: **25%**
- c. Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants.....: **25%**
- d. Marchés passés par Entente Directe et A..... : **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

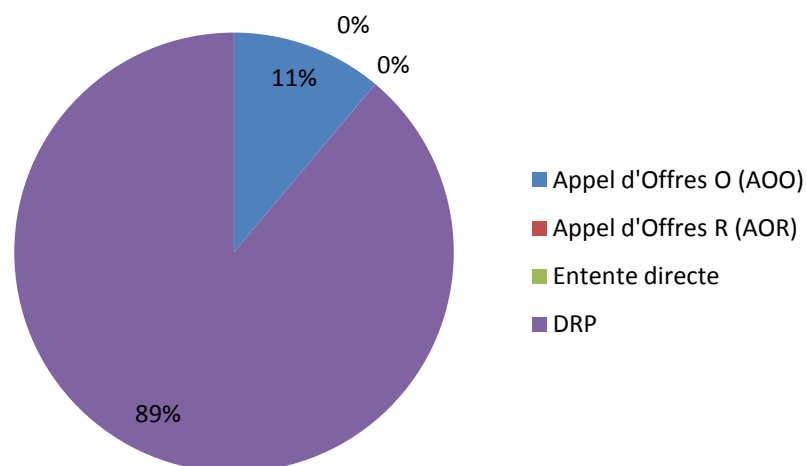
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

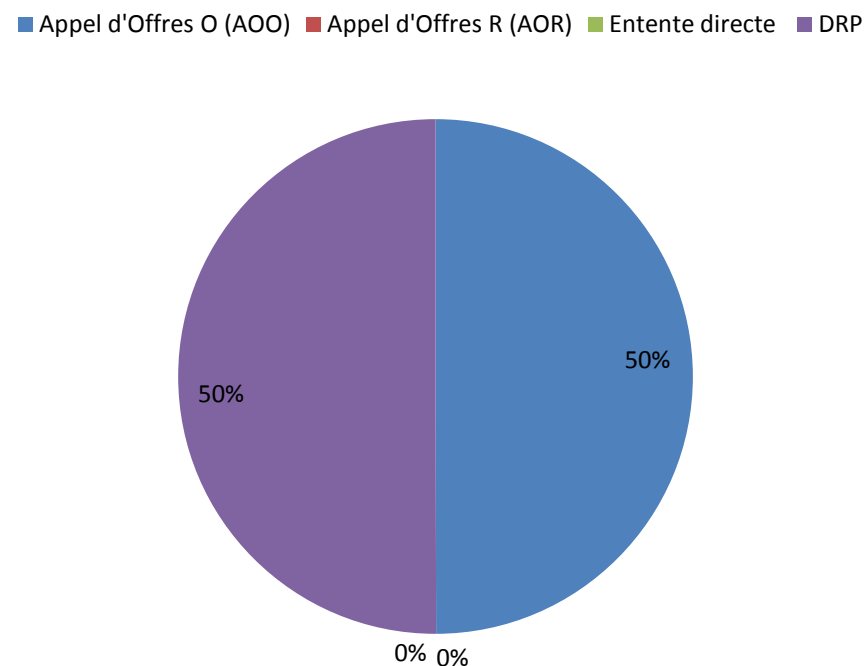
Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres O (AOO)	1	27 204 875	1	27 204 875	100,00	100,00
Appel d'Offres R (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	8	27 251 963	8	27 251 963	100,00	100,00
TOTAL	9	54 456 838	9	54 456 838		

CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

**MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN NOMBRE**

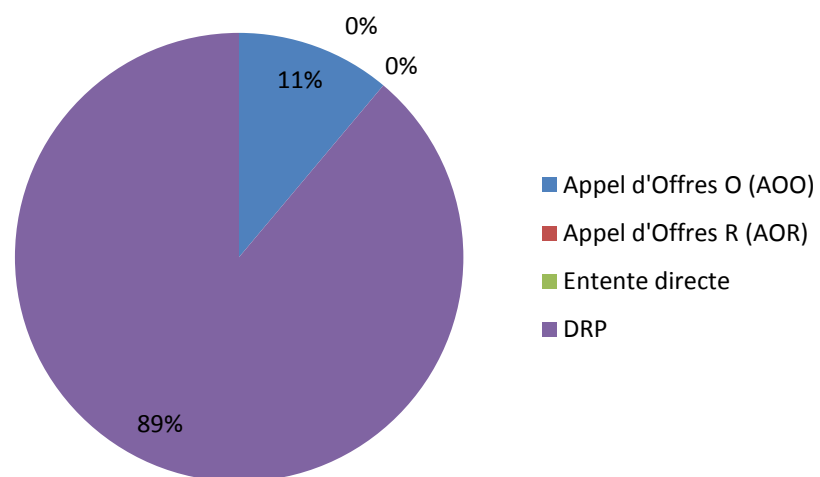


**MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN
VALEUR**



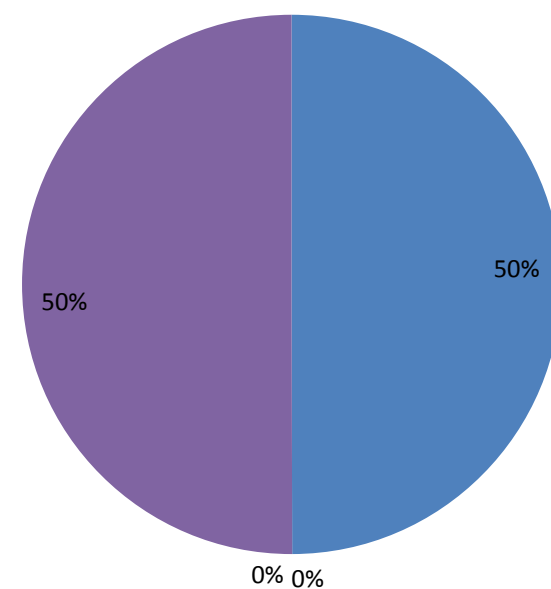
CARTOGRAHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN NOMBRE**

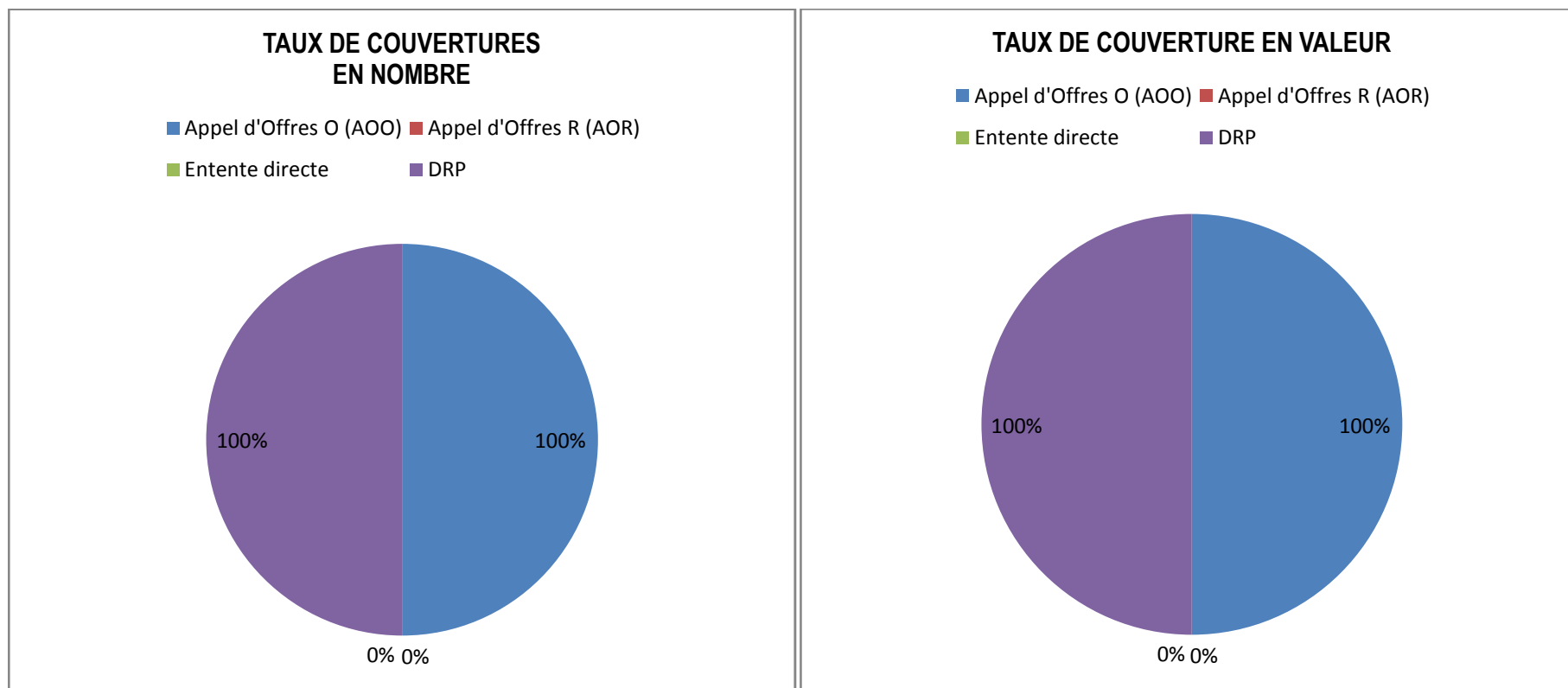


**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN
VALEUR**

■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres R (AOR) ■ Entente directe ■ DRP



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. **Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue**, s'est manifesté comme suit :

. **A.O.O** (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR)

. **D.R.P** (100% en nombre et 100 % en valeur)

. **Le taux moyen pondéré relatif de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés**, est calculé comme suit :

. **A.O.O** (11% en nombre et 50% en valeur)

. **D.R.P** (89% en nombre et 50% en valeur)

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe.**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à l'ADEPME, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de l'ADEPME** d'autre part.

Il s'y ajoute que l'ADEPME est assujettie aux termes de **l'article 53.2 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ADEPME EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	30	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

L'ADEPME est une Agence d'exécution, à ce titre, les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	Directeur Général de l'ADEPME
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 150.000.000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
Montant du marché est supérieur ou égal à 150.000.000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

L'ADEPME n'a pas eu recours à la Maitrise d'Ouvrage Déléguée. Elle assure l'entière responsabilité de la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution de ses marchés.

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

La Cellule de Passation des Marchés de l'ADEPME a été instituée conformément à l'article 35 du code de Marches publics et aux arrêtés n° 11586 et 11588 du 28 Novembre 2007 du Ministre chargé de l'Economie et des Finances et de la circulaire n°005 PM du 28 Décembre 2007. Les références des courriers ci-après en attestent, à savoir :

- a) **Lettre n°0311/-ADEPME/DG-daf-11 DU 03 MARS 2011(doc 3) portant désignation des membres de la commission des marchés et de la cellule de Passation des Marchés de l'ADEPME adressée et reçue par l'ARMP le 04 MARS 2011**
- b) **Acte de nomination N°0111/-ADEPME/DG-11 du 10 Janvier 2011 désignant les membres de la commission des marchés et de la cellule de Passation des Marchés de l'ADEPME qui a pour rôles :**
- c) **renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique**
- d) **envoi systématique en revue a priori, auprès de la DCMP, de tous marchés passés par A.O (quelque soient leurs montants)**

- e) établissement régulier, à la date du 31 mars de chaque année, de son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

La commission des marchés de l'ADEPME a été instituée le 10 Janvier 2011 (**doc n°0111/-ADEPME/DG-11**), conformément à l'article 35 du code de Marches publics et aux arrêtés n° 11586 et 11588 du 28 Novembre 2007 du Ministre chargé de l'Economie et des Finances et de la circulaire n°005 PM du 28 Décembre 2007. **Cette commission, se présente comme suit :**

- 1/ Président : Abdoulaye FAYE
- 2/Membre suppléant : Soyibou NDAO
- 3/Membre Titulaire: Louis SARR
- 4/Membre suppléant : Ibou FAYE
- 5/ Membre Titulaire: Papa Alioune SAKHO
- 6/Membre suppléant : Abdou Aziz SOW
- 7/Membre Titulaire: Ndeye Thi Thi Diagne DIAWARA
- 8/Membre suppléant : José Sylvain NDIONE
- 9/ Membre Suppléant: Alfousseynou DIALLO
- 10/ Membre Titulaire : Kabirou GUEYE
- 11/Membre Titulaire: Valdiodio NDIAYE, contrôle financier de la présidence de la république
- 12/ Membre suppléant : Doudou NDIAYE

b) CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La cellule des marchés de l'ADEPME a été instituée conformément à l'article 35 du code de Marches publics et aux arrêtés n° 11586 et 11588 du 28 Novembre 2007 du Ministre chargé de l'Economie et des Finances et de la circulaire n°005 PM du 28 Décembre 2007. Les références des courriers ci-après en attestent, à savoir :

- **Lettre n°0311/-ADEPME/DG-daf-11 DU 03 MARS 2011(doc 3) portant désignation des membres de la commission des marchés et de la cellule de Passation des Marchés de l'ADEPME adressée et reçue par l'ARMP le 04 MARS 2011**
- **Acte de nomination N°0111/-ADEPME/DG-11 du 10 Janvier 2011 désignant les membres de la commission des marchés et de la cellule de Passation des Marchés de l'ADEPME (doc 4)**

La Cellule de Passation des Marchés se compose comme suit :

1/ Coordonnateur : Elhadji Abdoulaye MBENGUE , Contrôleur de Gestion

2/ Membre : Ibra MBAYE, Economiste, chargé de programme

c) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Aucune information disponible sur la prise de connaissance des dispositifs de la charte de transparence et d'éthique en matière de Marchés publics.

d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le plan de passation des marchés a été publié le 17/02/2011 dans le portail des marchés publics du Sénégal.

Il comporte 02 appels publics à manifestation d'intérêt, 01 appel d'offres ouvert et 11 Demandes de Renseignements et de Prix.

e) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans le journal « l'AS » du 31/01/2011

Ceci, conformément à l'obligation d'information aux soumissionnaires et qui doit être effectué avant le 31/12 de l'année en cours.

f) Seuils applicables à L'ADEPME

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	30	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	150	40	350	NA	≥ 35

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

L'ADEPME n'a pas soumis de DAO à la REVUE A PRIORI parce que n'ayant pas atteint les seuils pour ce faire.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

Aucun document nous permettant d'avoir une idée sur le fonctionnement de la C.P.M ne nous a été présenté.

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de le Régulation ?

L'ADPME n'a enregistré aucun recours.

Durant la gestion 2011, l'ADEPME a enregistré, dans sa passation de marchés, **un recours gracieux** de la part d'un candidat dont l'offre n'avaient pas été retenue par la Commission des Marchés. Il s'agit de la **DRP POUR ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES**.

L'ADEPME a fait suite à la réclamation du candidat **UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE** relative à la non-conformité déclarée de son offre pour la **DRP** relative à l'**ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES**. Ce recours a été relaté dans le chapitre ci-dessous.

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

Nous avons constaté une grande carence documentaire concernant la passation des marchés et n'avons pas reçu de documents relatifs à l'exécution finale.

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Comme stipulé tout haut, il est à relever que l'ADPME souffre d'une grande carence documentaire dû à un système d'archivage pas du tout aux normes.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution finale

Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant l'exécution finale.

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

Aucun fractionnement n'a été signalé.

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

A-APPELS D'OFFRES OUVERTS

1/ Appel d'offres pour Prestataire de service relatif pour la couverture assurance santé

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes.

Il s'agit de :

1 / ASKIA

2/ NSIA

3/ CNART

Le rapport d'évaluation des offres a noté que :

L'offre de la société ASKIA Assurances est conforme à tous les niveaux techniques du DAO.

L'offre technique de NSIA Sénégal Assurances n'est pas conforme aux sollicitations techniques du DAO.

L'offre technique de la société CNART Assurances a été jugée conforme à tous les niveaux techniques du DAO.

La société CNART Assurances, remplissant les critères d'éligibilité au marché, est proposée attributaire provisoire du marché pour un montant de 27 204 875 F CFA.

Le numéro d'immatriculation du marché auprès de la DCMP n'est pas communiqué.

B-DRP

1/ DRP POUR ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES

Sept (08) fournisseurs ont été consultés.

Il s'agit de :

1/ LAGNANE ENTREPRISES

2/ PIPO MEGA

3/ OUMOU INFORMATIQUE

4/ ABN

5/ ETS CHEIKHOUNA

6/ SOGEMAC

7/ GSC

8/ UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE

Aucune lettre d'invitation n'a été mise à notre disposition, ce qui a pour conséquence de ne pouvoir déterminer ni le délai de réponse accordée aux soumissionnaires, ni les conditions exigées par le dossier de consultation.

Cinq (05) candidats ont proposé des offres.

Il s'agit de :

1/ LAGNANE ENTREPRISE : 5.941.300 F CFA

2/ ABN : 7.106.267 F CFA

3/ OUMOU INF : 5.923.600 F CFA

4/ UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE : 4.843.900 F CFA

5/ PICO MEGA : 6.394.420 F CFA

Le marché a été attribué au candidat UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE après recours de ce dernier.

En effet, à la date du 27/08/2011, la commission avait décidé, dans un premier temps, de suivre la décision de la commission technique désignée en attribuant le marché à Pico Méga Sénégal.

Suite à un recours de la société Univers de la Technologie, la commission s'est réunie, de nouveau, pour réétudier les offres en fonction des critères de conformité prévus dans les termes de référence.

La commission jugeant que « Univers de la Technologie », bien que n'ayant pas la meilleure offre technique, répondait substantiellement aux critères définis dans les TDR et présentant l'offre la moins chère, elle a finalement pris la décision de lui attribuer le marché.

Le marché a donc été attribué à « Univers de la Technologie » au montant de 4.843.900 F CFA TTC

2/ DRP POUR CONFECTION TEE SHIRT, CASQUETTES, CLES

Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.

Il s'agit de :

- 1/ REPRO SYSTEMS
- 2/ GIE LA FAMILLE MBODJ
- 3/ GIE LES MAMELLES
- 4/ GRAVIPUB
- 5/ ETS BABA M. JUNIOR

Les candidats ont été saisis par une note du 17 OCTOBRE 2011 faisant office de lettre d'invitation.

Cette note n'étant mise à notre disposition, il n'était pas possible, en conséquence, de déterminer le délai de réponse accordée aux soumissionnaires, ni les conditions exigées par le dossier de consultation.

Il n'ya pas eu d'accusés de réception de cette note de la part des candidats consultés.

Quatre (04) candidats ont proposé des offres.

Il s'agit de :

- 1 / REPRO SYSTEMS
- 2/ GIE LA FAMILLE MBODJ
- 3/ ETS BABA M. JUNIOR
- 4/ GIE LES MAMELLES

L'ouverture des offres a eu lieu le 03 novembre 2011

La proposition de REPRO SYSTEMS, moins disant, a été retenue pour un montant de 7.316.000 FCFA TTC.

3/ DRP POUR ACQUISITION DE FOURNITURES ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES

Sept (07) fournisseurs ont été consultés.

Il s'agit de :

- 1/ SAREDICA
- 2/ SEN SERVICES INFORMATIQUES
- 3/ EASY LINK INNOVATION
- 4/ EASY LINK
- 5/ MASTER OFFICE
- 6/ UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE
- 7/ MAC DISTRIBUTION

Ils ont été saisis par une note datée du 02 JUIN 2011 faisant office de lettre d'invitation.

Cette note n'étant mise à notre disposition, il n'est pas possible de déterminer les dates de réception par les fournisseurs, ni de confirmer le délai de préparation des offres.

Le dépôt des offres a eu lieu le 22 juin 2011

Les offres de cinq (05) candidats ont fait l'objet d'évaluation.

Il s'agit de:

- | | |
|------------------------------|-------------------|
| 1 / MASTER OFFICE | : 2 389 375 F CFA |
| 2/ SEN SERVICE INFORMATIQUE | : 1 988 333 F CFA |
| 3/ UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE | : 2 310 119 F CFA |
| 4/ EASY LINK | : 2 306 900 F CFA |
| 5/ MAC DISTRIBUTION | : 2 175 920 F CFA |

L'offre de SEN SERVICE INFORMATIQUE AFRICAINE jugée conforme et évaluée moins disant a été retenue pour un montant de 1.988 .333 F CFA

4/ DRP POUR ACQUISITION DE FOURNITURES ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES

Sept (07) fournisseurs ont été consultés. Il s'agit de :

- 1/ SAREDICA
- 2/ SEN SERVICES INFORMATIQUES
- 3/ EASY LINK INNOVATION
- 4/ EASY LINK
- 5/ MASTER OFFICE
- 6/ UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE
- 7/MAC DISTRIBUTION

Cinq (05) candidats ont répondu. Il s'agit de :

- 1/ SAREDICA : 2 180 068 F CFA
- 2/ SEN SERVICE INFORMATIQUE : 1 988 333 F CFA
- 3/ UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE : 1 829 130 F CFA
- 4/ MASTER OFFICE : 2 082 193 F CFA
- 5/ MAC DISTRIBUTION : 2 175 920 F CFA

L'offre d'UNIVERS DE LA TECHNOLOGIE évaluée conforme et moins disant a été retenue pour un montant de 1 829 130 FCFA

NB : Il ya lieu de noter que les notes faisant office de lettres d'invitation adressées aux fournisseurs ne sont pas fournies dans le dossier et que l'ouverture des plis et l'attribution provisoire ont eu lieu le même jour 22 juin (ouverture à 15h et attribution à 16h).

Par ailleurs, le classement des offres n'a pas été indiqué dans le rapport d'évaluation des offres.

5/ DRP POUR MARCHE LOCATION DE BACHES

Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.

Il s'agit de :

1/ Sénégal bâches

2/ Khelcom bâches

3/ Challenge pro

4/ Cotoa

5/ Europe bâches

Les lettres d'invitation n'ont pas été fournies dans le dossier et n'ont pas été mises à notre disposition

Deux (02) offres ont été reçues.

Il s'agit de :

1/ Sénégal bâches : 4.684.600 F CFA

2/ Khelcom bâches : 9.817.600 F CFA

L'offre de Sénégal bâches évaluée conforme et moins disant a été retenue pour un montant de 4 684 600 FCFA

NB : Les lettres d'invitation adressées aux fournisseurs ne sont pas fournies dans le dossier

Les soumissionnaires ou leurs représentants ne sont pas présents lors de la séance d'ouverture des plis

6/ DRP POUR MARCHE LOCATION DE BUS

Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.

Ils ont été saisis par une note datée du 26 octobre 2011 faisant office de lettre d'invitation et qui n'ont pas été trouvées dans le dossier.

Il s'agit de :

1/ SENECARTOURS

- 2/ HERTZ SENEGAL
- 3/ LOCOSEN
- 4/COSELOC
- 5/ SILCAR

Trois (03) offres ont été reçues le 31OCTOBRE 2011.

Il s'agit de :

- 1/ COSELOC
- 2/ LOCOSEN
- 3/ SENECARTOURS

7/ DRP POUR ORGANISATION DE 5 SESSIONS DE FORMATION ET 3 ATELIERS DURANT LA SEMAINE DE L'ENTREPRENARIAT

Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.

Ils ont été saisis par une note datée du 13 octobre 2011 faisant office de lettre d'invitation mais qui n'a pas été trouvée dans le dossier.

Il s'agit de :

- 1 / NAFI CONSULTING SERVICES
- 2/ CODEF
- 3/ RESAMPE
- 4/ IBS
- 5/ LA ROMBELLE SARL

Trois (03) offres ont été reçues le 28 OCTOBRE 2011. Il s'agit de :

- 1 / NAFI CONSULTING SERVICES
- 2/ RESAMPE
- 3/ CODEF

L'offre de RESAMPE évaluée conforme et moins disant a été retenue pour un montant de 3 640 000 FCFA.

8/ DRP POUR REALISATION DE SUPPORT DE COMMUNICATIONS GEW 2011

Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.

1/ Missal production

2/ Mandarine

3/ Passerelle agence et conseil

4/ Agence etyncel

5/ Polychrome

Deux (02) offres ont été reçues. Il s'agit de celles de :

1/ MISSAL PRODUCTION Lot 2 : 2.950.000 F CFA

2/ AGENCE ETYNCEL Lot 1 : 5.687.600 F CFA

Lot 2 : 4.248.000 F CFA

Après évaluation des offres, la C M a retenu :

-pour le lot n°1 : l'AGENCE ETYNCEL pour le montant de 5.687.600 F CFA

-pour le lot n°2 : MISSAL PRODUCTION pour le montant de 2.950.000 F CFA

NB : Les lettres d'invitation adressées aux fournisseurs ne sont pas fournies dans le dossier

Les soumissionnaires ou leurs représentants ne sont pas présents lors de la séance d'ouverture des plis

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

Les DRP n'ont pas fait systématiquement l'objet de lettres de consultations et de cahiers de charges, conformément à la réglementation

Pour d'autres, si ces lettres existent, elles n'ont pas été communiquées au cabinet afin de vérifier, les délais de réponses, les critères de qualifications et l'accusé de réception des candidats.

Par ailleurs, il a été relevé **dans la balance auxiliaire – fournisseurs** certains ACHATS ne figurant pas sur la liste des marchés qui nous a été présentée par l'ADEPME (**au nombre de sept pour une valeur totale de 29.370.636 FCFA**). Toutefois, il faut noter que les montants de ces marchés sont en dessous des seuils de DRP. **Il s'agit de :**

1/ R.T.S pour un montant de	: 11.325.000 FCFA
2/ COSELEC pour un montant de	: 1.690.181 FCFA
3/ DAKAR INTERIM SECURITE pour un montant de	: 6.570.000 FCFA
4/ MOBICOM pour un montant de	: 1.932.000 FCFA
5/ PICO MEGA pour un montant de	: 1.298.000 FCFA
6/ HOTEL DES ALMADIES pour un montant de	: 2.955.455 FCFA
7/ AGENCE SECURITE PANTHERE pour un montant de	: 3.600.000 FCFA

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

Les documents relatifs, notamment, à la saisine des candidats aux DRP, laissent apparaître beaucoup d'interrogations sur l'équité, l'impartialité et la transparence dans les consultations ainsi qu'un grave défaut organisationnel, en particulier dans le classement et l'archivage.

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément **à l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

Nous constatons que l'évaluation des marchés ne font pas l'objet de la mise en place d'un comité d'évaluation, ce qui est une nécessité pour l'acquisition de certains matériels avec des spécificités techniques.

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

L'ADPME doit privilégier la mise en place d'un comité d'évaluation pour une meilleure évaluation des offres.

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

Les lettres de saisine des candidats aux DRP ainsi que les accusés de réception y afférents sont inexistantes dans le dossier de même que les lettres d'information aux soumissionnaires non retenus.

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Les constats évoqués, ci-dessus, laissent supposer un grave défaut de transparence dans les procédures, permettant de penser à des simulacres de concurrence organisée et orientée vers un candidat préalablement ciblé mais devant être couvert par des supposés concurrents fictifs.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

L'ADPME n'a pas passé de marchés par entente directe.

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

SANS OBJET

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

- . **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45 Jours pour A.O internationaux et A.O en 02 étapes)
- . **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)
- . **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : D.P , 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)
- . **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

L'ADEPME n'a procédé à aucune revue a priori du fait des seuils qui n'ont pas été atteints par ses marchés en fonction des niveaux applicables.

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Le Service Financier notifie au titulaire concerné le marché définitivement attribué et immatriculé ou le bon de commande, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Le titulaire du marché assure le service fait dans les conditions satisfaisantes de quantité et de qualité. **La Commission chargée des réceptions** établit la fiche de réception ou vise le bordereau de livraison **Le Service Dépensier**, sur la base de l'ensemble des documents de marchés, vérifiés conformes, procède à la certification des factures en bonne et due forme en vue de la liquidation

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le Service Financier fait la liquidation et procède au mandatement, après avoir vérifié l'ensemble des pièces justificatives concernant notamment la conformité des factures, la qualité et la quantité des prestations commandées comparées à celles livrées.

Le Directeur Général de L'ADEPME, signe le document de mandatement, envoie l'original à l'Agent Comptable Particulier et une copie au Service Financier en vue de paiement. **L'ACP** procède au règlement après s'être assuré de l'existence de disponibilités financières suffisantes.

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

Aucune information ne nous a été fournie concernant ce volet.

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

RAS

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

RAS

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

La CPM n'a pas prouvé la mise en place d'un système de classement et d'archivage en conformité avec les recommandations du code et des directives de certains bailleurs tels que la Banque Mondiale. Ce qui a eu pour effet de rendre impossible certaines vérifications telles que :

- les délais de réponse des soumissionnaires
- la réception à la même dates des lettres d'invitations (ou des notes en tenant lieu) par tous les candidats aux DRP.

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

RAS

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) Les constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction d'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait du être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)
- b) Les risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, industrie, etc.)

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

SANS OBJET

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

L'ADEPME doit se conformer strictement aux termes du code concernant le mode consultation des candidats aux DRP, à savoir des lettres d'invitation envoyées simultanément et faisant l'objet d'accusés de réception en bonne et due forme de la part des candidats ciblés.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

SANS OBJET

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

L'ADEPME doit systématiquement attribuer les marchés dans le respect scrupuleux des règles de transparence, d'équité et d'impartialité quelque soit le mode de passation ou le montant du marché et non de façon absolument informelle comme c'est le cas actuel. Ce qui a été malheureusement constaté pour un montant de près de 30millions de FCFA relatif à des achats décelés dans la balance auxiliaire – fournisseurs.